

## L'HÔTEL DES MONNAIES CONFRONTÉ À UN ÉPINEUX PROBLÈME DE SÉCURISATION

# Le lancement du passeport biométrique reporté

**Le lancement du passeport biométrique va encore être retardé. L'Hôtel des monnaies a décidé d'annuler le contrat qui le lie à Fasver, l'entreprise chargée de la sécurisation physique du document de voyage. Un processus est actuellement en cours pour sélectionner un nouveau fournisseur.**

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir)** - Les Algériens devront encore attendre longtemps avant de pouvoir voyager avec un passeport biométrique. L'Hôtel des monnaies, institution chargée de réaliser le document de voyage, fait face à d'importantes difficultés en termes de sécurisation.

Le film plastique, ou laminat, fourni par l'entreprise française Fasver s'est avéré totalement inefficace. «Le laminat de Fasver est de qualité médiocre. Lors des tests, les techniciens de l'Hôtel des monnaies ont constaté de multiples problèmes, notamment en matière d'adhésion du film sur le papier du livret du passeport. Des difficultés d'ordre technique

ont également été constatées dans le processus d'impression. Le film de Fasver est incompatible avec les imprimantes Bookmaster et Dilleta», explique une source au fait du dossier.

La situation est réellement préoccupante. En effet, il est important de savoir qu'un passeport biométrique est doté de plusieurs systèmes pour assurer son inviolabilité. Le laminat, qui est apposé sur le champ réservé à la photographie et aux données personnelles du détenteur du passeport, est lui-même composé de plusieurs éléments de sécurité, dont une série d'hologrammes.

«Théoriquement, l'Hôtel des monnaies aurait dû acquérir son propre système de fabrication de laminat. La réalisation de ce film devrait être du ressort exclusif de l'Etat. C'est une question de souveraineté, pour ne pas dire de sécurité nationale. Mais les conditions d'acquisition du système de passeport biométrique font que l'Hôtel des monnaies a été dans l'obligation de sous-traiter cette partie du projet», précise notre interlocuteur.

Fasver a remporté le marché du Laminat au terme d'un avis de sélection restreint lancé par l'Hôtel des monnaies en faisant une offre de moins de 600 000 euros. Certains n'hésitent pas à parler de «bradage». En fait, Fasver est loin d'être une grosse pointure en matière de laminat. Installée à Baillargues, petit village du



Photo : DR

Le passeport biométrique, c'est pas pour demain.

département de l'Hérault, dans le sud de la France, la PME n'est qu'une simple imprimerie familiale.

Selon un site internet spécialisé, Fasver était classée à la 202<sup>e</sup> position des imprimeries de France en 2009. Ces dernières années, ses résultats financiers sont en chute libre. Pire, elle ne dispose même pas d'un site web. Un fait plutôt étrange pour une société spécialisée dans les nouvelles technologies... Alors comment Fasver a-t-elle pu s'imposer en Algérie en décrochant un marché aussi important que celui de la sécurisation du passeport biométrique ? Ce «succès» serait à mettre sur le compte d'une autre entreprise française, Oberthur en l'occurrence. Pour des raisons qui restent encore à élucider, Oberthur a réussi à fournir à l'Hôtel des monnaies le livret et la puce du passeport biométrique. Selon certaines

indiscrétions, cette entreprise aurait «facilité» l'introduction de Fasver. Au même titre d'ailleurs que Keynectis, l'entité chargée de réaliser la certification électronique (PKI) du passeport biométrique.

Aujourd'hui, pour sécuriser le document de voyage, l'Hôtel des monnaies n'a d'autre choix que de relancer un nouveau processus de sélection. L'institution a récemment pris attache avec quatre opérateurs : un français, un britannique, un chinois et un suisse. Les quatre figurent parmi les plus importantes entreprises de réalisation de laminat au niveau international. L'opérateur qui décrochera le marché devrait, dans le meilleur des cas, mettre en œuvre sa solution dans 5 à 6 mois. Entre-temps, l'Algérie aura perdu un temps précieux pour lancer son passeport biométrique.

T. H.

### DEMANDANT UNE RÉVISION DE LA MARGE BÉNÉFICIAIRE

## Les boulangers menacent d'une grève illimitée

La Fédération nationale des boulangers menace d'une grève illimitée dans le cas où le ministère du Commerce ne prendrait pas en charge leurs préoccupations.

Le président de la Fédération nationale des boulangers, Youcef Kalafat, a indiqué, hier, à Alger, que le ministère du Commerce tarde à répondre à leurs doléances. Ainsi, la fédération prévoit la réunion du conseil national le 30 avril prochain pour décider d'un préavis de grève illimitée.

Dénouçant l'«indifférence» de la tutelle, il énumère les nombreux problèmes que rencontrent les boulangers. «Les matières premières telles que la levure, l'améliorant et le sel sont excessivement chères, les charges pèsent de plus en plus, alors que le prix du pain est maintenu depuis 1996 à 7,50 DA pour le pain ordinaire et 8,50 DA pour le pain amélioré», dit-il. Et de poursuivre : «Certes, le pain est subventionné par l'Etat, mais les produits qui entrent dans sa fabrication ne le sont pas. Son prix n'a pas augmenté depuis 15 ans et ceux de ses constituants sont en hausse constante.» Le président de la Fédération estime que les boulangers n'ont plus de bénéfices, et exige la révision de la marge bénéficiaire.

La fédération a appelé également les autorités concernées à mettre en place un dispositif légal pour les indemniser en cas de coupures électriques au-delà de 45 minutes. «Pareille coupure nous coûte 7 500 dinars de pertes», a-t-il précisé.

Rym N.

### LES ADJOINTS DE L'ÉDUCATION NE CROIENT PLUS AUX PROMESSES DE BENBOUZID

## «Nous demandons à Bouteflika d'intervenir»

**Les adjoints de l'éducation ont été nombreux à se rassembler une énième fois, hier, à la placette du Golf, à quelques encablures du ministère de l'Éducation nationale et du siège de la présidence pour maintenir la pression.**

**Irane Belkhedim - Alger (Le Soir)** - Sans trop croire aux promesses de la tutelle, ils sont venus de toutes les wilayas du pays, munis de leurs banderoles et de leur colère. Sur place, policiers et brigades antiémeutes, encerclant les lieux, les attendaient.

«Nous sommes là, malgré la pression des policiers. Des groupes de manifestants ont été séparés et empêchés de rejoindre la placette, des bus et des taxis hors wilaya ont été fouillés et renvoyés. C'est une atteinte aux droits de la citoyenneté !», a indiqué Farid Lmnedlia, membre du bureau national du Syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTE), qui chapeaute la Coordination nationale des adjoints de l'éducation (CNAE). Des manifestants ont affirmé que trois adjoints de l'éducation ont été blessés et évacués vers l'hôpital.

C'est la colère. Les adjoints de l'éducation organisent des rassemblements depuis le 14 février pour alerter les pou-

voirs publics. Le concret tarde à venir. «Le ministre a reconnu que nos revendications sont légitimes, qu'attend-il alors pour les concrétiser ?», s'interroge Mohamed. Originaire de Chlef, cet adjoint de l'éducation exerce depuis presque 15 ans et sa situation socioprofessionnelle n'a pas évolué. «Au début, j'étais enseignant puis l'on m'a déclassé en me désignant ensuite adjoint de l'éducation». Comme la plupart de ses collègues, la situation l'exaspère. Mohamed ajoute que sa fonction ne lui permet pas de bénéficier de formation ou de promotion. «Le directeur d'établissement scolaire et le surveillant général ne font que signer des documents. Ils n'ont souvent pas notre niveau mais sont mieux considérés et mieux payés. Tout nous tombe sur la tête. Nous faisons fonctionner les établissements scolaires», confie Mourad.

Depuis 2008, dans le cadre de l'élaboration du statut particulier, les adjoints de l'éducation ont été «dégradés». Ils sont passés de l'échelle 11 à l'échelle 7. Une nouvelle classification qui apporte un lot de changement : baisse du salaire, des primes et des indemnités. Les adjoints de l'éducation ont également été exclus de la promotion au poste de conseiller. Des changements qui déplaisent aux travailleurs. Les négociations ont été enta-

mées il y a quatre ans avec la tutelle, mais elles n'ont toujours pas abouti, estime-t-on.

«Nous sommes les piliers des écoles. Nos tâches sont administratives, pédagogiques, sécuritaires et éducatives et nous avons été déclassés. Ce n'est pas normal !», explique Ayachi Mourad, membre du bureau national de la Coordination nationale des adjoints de l'éducation. Le ministère de l'Éducation nationale a, poursuit-il, promis de régulariser notre situation. «Ce sont des promesses, nous voulons du concret. Un document officiel, pas de simples paroles !» Selon Farid Lmnedlia, le secteur compte près de 50 000 éducateurs, parmi eux des licenciés et des diplômés. «C'est l'unique secteur qui a été privé de promotion. Nous avons tenté d'organiser des manifestations pacifiques mais la position de la tutelle n'est pas encourageante. Nous voulons que le président de la République s'implique. Lui seul peut intervenir en notre faveur.»

Les membres du conseil national de la CNAE vont se réunir pour débattre la situation actuelle. Les adjoints de l'éducation comptent maintenir leur mouvement de protestation si la tutelle ne propose pas des actions concrètes.

I. B.